



Licenciements, bas salaires, austérité
Les Bouches du Rhône en ont assez !
Mobilisés, unis, déterminés pour le progrès social,
pour une autre répartition des richesses

Pour l'emploi, le maintien et le développement de nos activités, de nos industries et du service Public, pour l'augmentation des salaires

Le gouvernement a fait le choix de continuer les politiques d'austérité et de rigueur pour satisfaire les exigences du patronat, des actionnaires, au détriment de l'intérêt général.

- Alors que les aides et exonérations au patronat s'élèvent aujourd'hui à 220 milliards d'€, ce sont les salariés, retraités et privés d'emplois et jeunes qui en paient lourdement l'addition, et dans le même temps, on nous explique que les caisses sont vides pour la Santé, l'Education, la Protection Sociale et l'ensemble des services publics garantissant l'égalité de traitement pour tous.
- Alors que la distribution de dividendes aux actionnaires ne cesse d'augmenter (+ 30% sur le premier semestre, représentant 40.7 milliards d'€), les salariés, retraités et privés d'emplois et jeunes sont montrés du doigt en les stigmatisant de « coûts », « nantis », ou encore « assistés ».
- Alors que l'Etat se devrait d'être le garant d'une juste répartition des richesses dans l'intérêt général, celui-ci se fait le principal allié de la finance au service d'une infime minorité.

Et pour le MEDEF c'est insuffisant.

Du 01 au 05 décembre celui-ci se mobilise pour exiger encore plus et faire sauter les derniers verrous de ce qu'il reste de protection individuelle et collective des travailleurs encouragés par le gouvernement, qui revient sur le temps de travail, les 35 heures, le travail de nuit et dominical et les salaires. Le MEDEF, afin de ne plus être obligé de justifier les licenciements, propose même de sortir de l'OIT (Organisation Internationale du Travail).

Après la fausse loi de «sécurisation de l'emploi» le gouvernement supprime les élections démocratiques au suffrage des Conseillers Prud'homme et s'en prend une nouvelle fois aux institutions représentatives du personnel (DP, CE, CHSCT).

La CGT ne laissera pas le MEDEF polluer le débat par des mensonges d'une « compétitivité » ou encore « un cout du travail ».

C'est le travail qui crée les richesses ce que paient aujourd'hui les travailleurs, retraités, privés d'emploi et les jeunes, c'est bien le « cout du capital ».

La CGT affirme

- Que ce sont bien sont la finance et les dividendes versées aux actionnaires qui asphyxient l'économie.
- Que les richesses créées doivent servir au développement de l'industrie, de l'emploi, et des services publics.
- Que les moyens existent pour une véritable politique de revalorisation du travail permettant des augmentations de salaires, le développement des emplois à statuts, la reconnaissance des qualifications, une égalité professionnelle entre les hommes et les femmes et des moyens pour la formation professionnelle.
- Que le service public et notre système de protection sociale sont la clé de notre vivre ensemble, c'est notre pacte social. Ils contribuent au développement économique et social.

Ce sont toutes ces valeurs que portent les **candidats CGT aux élections professionnelles de la fonction publique ce 4 décembre** et partout ailleurs dans les entreprises.

**Pour toutes ces raisons, la CGT avec d'autres organisations associatives, politiques et syndicales du département, appellent les salariés, privés d'emplois, retraités et jeunes à se rassembler samedi 06 décembre à 14 h devant le MEDEF
(Place du Général De Gaulle)**